

Département du Pas-de-Calais  
Arrondissement d'Arras  
Canton d'Arras-Sud  
Code commune 62-869

## REGISTRE des DELIBERATIONS

### Commune de WAILLY

Séance du jeudi 19 novembre 2020

Nombre de Conseillers :

- En exercice : **15**
- Présents : **13**
- Votants : **14 (1 pouvoir)**

L'an deux mil vingt, le dix-neuf à dix-huit heures, le Conseil Municipal s'est réuni, à la salle Lapointe, dans le cadre des règles sanitaires exigées pour la lutte contre le COVID-19, sous la Présidence de Monsieur Mickaël AUDEGOND, Maire, en suite de convocation dans le respect de l'Article L.2121-11 du CGCT en date du seize novembre deux mil vingt dont un exemplaire a été affiché à la porte de la Mairie.

**Présents** : Mmes Colette NOURRY, Gaëtane DELATTRE, Dominique LEFEBVRE Martine CAPPON, Lydie Noiret et Ingrid LORIDANT.

MM Mickaël AUDEGOND, Henri MACE, Didier LETERME, Gautier MOERMAN, Jean-Marc CLABAUX, Frédéric PONTHEU et Franco GRACEFFA.

**Pouvoirs** : Madame Nathalie BART a donné pouvoir à Monsieur Didier LETERME.

**Absent excusé** : Monsieur Jérémie PRONIEZ.

**Secrétaire de Séance** : Madame Dominique LEFEBVRE.

**OBJET : Délibération 2020-026 : Modification des limites communales dans le cadre de l'aménagement foncier (selon plan annexé).**

Monsieur le Maire indique aux membres de l'assemblée que dans le cadre des opérations d'aménagement foncier agricole actuellement en cours dans la commune, la Commission communale d'aménagement foncier souhaite modifier le tracé de la limite Intercommunale entre Achicourt, Dainville et Ficheux, selon le plan présenté, afin de faire coïncider cette limite avec le nouveau parcellaire cadastral ;

La surface globale de la Commune de Wailly restant inchangée.

Aussi je vous propose d'émettre un avis favorable aux modifications des limites communales proposées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité la proposition du rapporteur.

Fait et délibéré le 19 novembre 2020.

Pour extrait certifié conforme.

Le Maire,  
Mickaël AUDEGOND.



« La présente Délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de LILLE ou d'un recours gracieux auprès de la Mairie de WAILLY, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal ».